

Afrique : « Il serait trop facile de ne voir que “la main de Moscou” dans ce spectaculaire congédiement de la France »

Philippe Bernard

Le Monde, 4 février 2023

En prétendant continuer d'exercer son influence en Afrique, la France s'est faite la complice des échecs des indépendances. Mais nous gagnerions sans doute à considérer les événements en cours comme une nouvelle phase de la décolonisation, analyse Philippe Bernard, éditorialiste au « Monde », dans sa chronique.

Les présidents français ont longtemps aimé les vivats des Africains, les petits drapeaux français agités sur la route des aéroports, les bains de foule et le dépaysement bienvenu que procure la chaleur d'un accueil à la spontanéité très organisée, la célébration des « liens particuliers » qui unissent la France à de nombreux pays d'Afrique. A Bamako, en 2013, après le déclenchement de l'opération « Serval » destinée à bloquer la per-

cée des djihadistes vers le sud, alors que des Maliens en liesse le remerciaient, François Hollande avait affirmé qu'il vivait « *la journée la plus importante de [s]a vie politique* ». Emmanuel Macron semblait aux anges, à Ouagadougou, à la fin 2017, face à un amphithéâtre d'étudiants applaudissant sa promesse de rompre avec une vision postcoloniale et de parler désormais d'égal à égal avec les Africains. « *Il n'y a plus de politique africaine de la France !* », avait-il même proclamé.

Il serait trop facile, alors que les soldats français sont expulsés du Mali et du Burkina Faso, que la France y est conspuée dans la rue, que, sur les tee-shirts, Vladimir Poutine a remplacé Emmanuel Macron, de ne voir que « la main de Moscou » dans ce spectaculaire congédiement de la France. Si les mercenaires du Groupe Wagner peuvent proposer leurs ser-

vices – une assurance-vie pour les militaires putschistes au pouvoir –, si des Africains « marchent » dans la grossière propagande russe, c’est parce qu’ils voient Vladimir Poutine comme un homme ayant relevé son pays, ce que leurs dirigeants n’ont jamais su faire. C’est aussi qu’au Mali, les libertés fondamentales ont été supprimées et qu’un climat de peur s’est répandu. Mais, fondamentalement, nombre de Sahéliens tournent le dos à la France parce qu’ils lui reprochent son incapacité à rétablir la sécurité.

Or, cette impuissance résulte essentiellement d’un défaut d’analyse : les agressions djihadistes, dont ont été victimes les pays du Sahel depuis que la chute du dictateur libyen Kadhafi en 2011 y a fait déferler armes et combattant, se sont transformées en conflits endogènes. Les combattants djihadistes, à l’origine des étrangers, se recrutent désormais parmi les communautés locales brimées, rançonnés ou abandonnées par le pouvoir central, ou en butte à des conflits intercommunautaires – souvent liés à l’utilisation des sols – jamais arbitrés. Au fil des ans, les groupes djihadistes « *ont recruté sur place en proposant un mode de gouvernance alternatif. La France s’est alors retrouvée mêlée à une guerre qui ne visait plus des “groupes terroristes”, mais des insurrections locales, parfois microlocales. Dans le*

cas du Mali, on peut même parler de guerre civile », a expliqué au *Monde* le 6 janvier Rémi Carayol, journaliste spécialiste de l’Afrique, auteur du *Mirage sahélien. La France en guerre en Afrique. Serval, Barkhane et après* (La Découverte, 2023).

« Guerre civile », l’expression revient aussi dans l’analyse d’Olivier Vallée, économiste spécialiste de l’Afrique : « *Il semble bien que pour faire la paix, il serait nécessaire d’accepter de considérer que se déroule, du Nigeria au Burkina, une guerre et de la qualifier. Ni locale ni globale, comme on a tenté de la présenter au nom du terrorisme, la guerre [en Afrique de l’Ouest] est une guerre civile.* » De fait, au Mali comme au Burkina Faso, une large partie du pays échappe au contrôle des autorités et les massacres de populations civiles se multiplient. L’armée française, en privilégiant certaines communautés comme les Touareg en vertu de traditions coloniales, a alimenté les accusations d’ingérence.

Condescendance

Résultat, la faillite des Etats, au mieux absents, au pire prédateurs, à assurer la sécurité, sans même parler de conditions de vie décentes, est désormais masquée par un nationalisme nourri de ressentiment antfrançais, arme décisive pour des putschistes

en manque de légitimité. Aucun Malien, aucun Burkinabé, comme aucun des habitants de plusieurs autres pays africains francophones, n'ignore que ses dirigeants élus, responsables du total manque de perspectives de leur jeunesse, ont été appuyés par la France. En prétendant continuer d'exercer son influence, Paris s'est fait le complice des échecs des indépendances. Mais le sentiment – de plus en plus éloigné de la réalité – selon lequel Paris « fait la pluie et le beau temps » est devenu insupportable avec l'échec sécuritaire français.

Le mot d'ordre de « souveraineté », largement brandi aujourd'hui, se nourrit aussi de l'incapacité française à se débarrasser des comportements condescendants. Devant les étudiants de Ouagadougou en 2017, Emmanuel Macron n'avait pas pu s'empêcher d'humilier par une pique le président élu, Roch Marc Christian Kaboré, alors même qu'il souhaitait faire passer son message de « *nouveau partenariat décomplexé* ». Aujourd'hui, comment le ministre des armées, Sébastien Lecornu, peut-il convaincre

les Africains que la France entend parler d'égal à égal avec eux, lorsqu'il présente l'Afrique comme faisant « *partie de notre profondeur stratégique* » et justifie le maintien de bases militaires sur le continent par le souci de « *protéger nos ressortissants* » ?

Nous gagnerions sans doute à considérer les événements en cours comme rien de moins qu'une nouvelle phase de la décolonisation. « *Nous sommes tout simplement en train de changer d'époque, passant d'une Afrique dominée à une Afrique souveraine. Cela se déroule sous nos yeux, mais peu le comprennent* », constate dans *Le Monde* (26 janvier) le général Bruno Clément-Bollée, ancien commandant des forces françaises en Côte d'Ivoire (où le ressentiment contre la France s'est manifesté dans les années 2000, en dehors de toute influence russe). Venant d'un général, l'avertissement vaut coup de semonce. L'Afrique n'a pas fini de réclamer sa souveraineté. Il ne s'agit pas de battre sa coulpe, mais de changer de logiciel.

Philippe Bernard (Editorialiste)